

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

27/06/2017

Dossier complet le :

27/06/2017

N° d'enregistrement :

2017-ARA-OP-00570

1. Intitulé du projet

Régularisation des ouvrages du système de collecte et de traitement des eaux usées de la station intercommunale de Givors et dossier d'autorisation environnementale au titre des I.O.T.A des travaux de mise en conformité du système

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Syndicat pour la Station d'Épuration de Givors (SYSEG)

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

M. FAURAT Gérard, Président

RCS / SIRET

2156190142200038

Forme juridique

Syndicat intercommunal

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
24. Système de collecte et de traitement des eaux résiduaires	a) système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 EH et supérieure à 10 000 EH En l'occurrence la STEP de Givors autorisée par arrêté du 26 octobre 1993 présente une capacité nominale de 89 750 EH.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste à demander le renouvellement de l'autorisation de la station d'épuration des eaux usées de Givors avec mise en conformité de son système de collecte sur la base du programme de travaux défini dans le cadre du schéma directeur d'assainissement lancé en 2014.

4.2 Objectifs du projet

Les travaux consistent à :

- mettre en conformité le système de collecte vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif,
- permettre de faciliter l'atteinte du bon état des cours d'eau Le Merdenson d'Orliénas, Le Jonan, Le Mornantet, le Garon et le Gier, définies par le SDAGE RMC,

L'ensemble des opérations du programme de travaux défini par le Schéma Directeur conduira entre autre à réduire le volume de déversement annuel vers le milieu naturel : Par exemple pour une année type 2014, le gain serait de 839 000 m³/an soit une diminution de 49% par rapport à l'état actuel 2014 (1 711 899 m³).

Le programme de travaux est divisé en 6 sous parties : 1. les travaux structurants sur les réseaux (tous Déversoirs d'orage > à 2000 EH) , 1.2 Travaux complémentaires sur les réseaux, 2. Travaux sur la STEP, 3. Elimination des Eaux Claires Parasites, 4. Gestion patrimoniale, 5. Extension du réseau. Au stade actuel du programme de travaux l'enveloppe prévisionnelle des travaux s'élève à plus de 65 millions d'euros d'investissement.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les actions prévues dans le programme de travaux sont listées ci-dessous :

- Brignals : poursuite mise en séparatif sur 5km et suppression de D.O, bassin stockage restitution 5000 m³ (en réflexion de suppression)
- Chassagny : mise en séparatif sur 1,2 km
- Chaussan : mise en séparatif sur 1 km
- Givors : mise en séparatif, déconnexion de ruisseau, réhausse de lame et mise en place de clapet anti-crue, maillage.

Travaux STEP : Amélioration du traitement primaire

- Grigny : réhabilitation de station de pompage et création de filtre planté de roseaux, travaux de limitation de débit, réhausse de lame déversante, et mise en séparatif.
- Loire sur Rhône : déconnexion réseau Eaux pluviales et de ruisseaux
- Millery : création d'un bassin de stockage restitution de 1000 m³, mise en séparatif sur 4 km,
- Montagny : création de bassin restitution de 2000 m³, réhabilitation de collecteur, et déconnexion de réseau pluvial
- Mornant : poursuite de mise en séparatif du 2,9 km, suppression de D.O, mise en place filtre planté roseau, renouvellement PR
- Orliénas : mise en séparatif sur 800 ml
- St-Andéol-le-Château : mise en séparatif sur 850 ml, filtre planté de roseau
- St-Jean-de-Touslas : mise en séparatif sur 630 ml
- Saint-Laurent-d'Agny : Création d'un FPR
- Saint-Romain-en-Gier : mise en séparatif sur 900 ml
- Taluyers : Filtre planté de roseau ou Bassin de stockage restitution 100 m³
- Vourles : mise en séparatif 4 km sur centre bourg
- Réseau de transfert : réhabilitation collecteur, bassin de stockage restitution 6000 m³, remplacement station relevage

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Le projet consistant à mettre en conformité le système de collecte, alors une fois les travaux du programme de travaux réalisés le système sera suivi et exploité tel que demandé par l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux système d'assainissement.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

L'ensemble des Déversoirs d'Orage du système se trouvant sur un système récoltant un flux supérieur à 600 kg de DBO5/j, alors l'ensemble du système de collecte est soumis à Autorisation au titre des I.O.T.A de la nomenclature Loi sur l'eau.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Pose de réseaux eaux usées pour mise en séparatif répartis sur 14 communes	entre 10 et 26 km
Création de bassins (sur 5 communes et sur le réseau de transfert)	entre 5000 et 17 000 m3

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Etant donné le nombre d'opération et leurs caractéristiques, pour chacune d'entre elle la localisation est fournie sur la carte en annexe.

Opération sur communes de :
Brignais, Chassagny, Chaussan,
Givors, Grigny, Loire-sur-Rhône,
Millery, Montagny, Mornant, Orléanas,
St-Andéol-le-Chateau, St-Jean-de-Touslas, Saint-Laurent-d'Agnay, Saint-Romain-en-Gier, Taluyers, Vourles,

Coordonnées géographiques¹

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Point d'arrivée :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

La STEP de Givors a été autorisée en date du 26/10/1993, arrêté modifié le 27/11/2001, puis le 12/01/2012.

Le programme de travaux a été défini dans le cadre du Schéma Directeur pour répondre aux directives de l'Arrêté Ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif.

Ce programme vise la mise en conformité du système. L'ensemble des opérations sera reprise dans le dossier de d'Autorisation et régularisation des ouvrages du système.

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Certaines opérations sont situées dans l'emprise des ZNIEFF suivantes : n°6915 - Plateau Mornantais (8 opérations), n°2601 Ensemble fonctionnel formé par le moyen-rhône et ses annexes fluviales (3 opérations), n°6916, Ensemble des vallons du Pilat rhodanien (4 opérations), n°69150002 Zones humides et landes de Montagny (2 opérations), n°69150003 Plateau de Berthoud (1 opération).
En zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>La commune de Chassagny est en zone de montagne Correction de D'AE</i>
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'opération de réhabilitation du réseau de transport à Chassagny est concernée par l'APPB n°048 des Landes et Plateau de Montagny.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le territoire du SYSEG est concerné par le plan de prévention du Bruit dans l'Environnement 2015-2018 de la Métropole de Lyon et du département du Rhône. Dans ce PPBE seuls les axes ferroviaires et autoroutiers sont concernés. Les opérations n'ont pas d'action sur ces axes.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Zone humide n°69CREN0003 Prairie humide de la Vauze - opération de réhabilitation de Réseau de transport à Chassagny
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le territoire d'étude est concerné par le PPRn Inondation du Garon approuvé le 11/06/2015, le PPRI du Rhône à l'aval de Lyon approuvé le 13/04/1999 sur Givors le 29/11/2001 sur Grigny et le 01/03/2004 sur Loire-sur-Rhône, et le PPRI du Gier prescrit le 09/09/2009.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non d'après les sites basias et basol.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de site Natura 2000 dans le secteur d'étude, les sites les plus proches sont situés à : 22 km au Nord Est – site Sic Pelouses et Milieux alluviaux des Iles de Miribel-Jonage, 40 km à l'Est – site Sic du Plateau de Crémieu, 42 km à l'Ouest – site ZPS de la Plaine du Forez et Sic des Milieux alluviaux de la Loire, 12 km au Sud – site Sic Vallons et Combes du Pilat Rhodanien démarrant sur le territoire de St-Michel-sur-Rhône.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les opérations de réalisation de tranchées pour la pose de réseau peuvent nécessiter le rabattement local de nappe avant pose de barrière filtre en tréfond. Ce pompage n'est toutefois normalement pas nécessaire car les opérations sont réalisées hors période de hautes eaux.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non pas à ce stade des connaissances.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non pas à ce stade des connaissances.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les opérations sont localisées en grande partie sous voirie existante, seules les opérations de création de bassins de restitution stockage ou bassin d'orage sont susceptibles de consommer du terrain naturel, pour autant ces opérations ne concernent pas des milieux naturels d'intérêt ayant fait l'objet de classement. Une opération de réhabilitation de réseau de transfert traverse une ZNIEFF de type II, ce réseau est existant, l'impact des travaux sera minoré sur ce milieu car le réseau pourra être réhabilité par l'intérieur.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'opération la plus proche est réalisée à 12 km au Nord du site N2000 le plus proche PILAT RHODANIEN. Il n'y a pas de connexion entre le milieu protégé par la Natura 2000 et les sites des opérations.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Une seule opération est localisée au sein de zone humides (réhabilitation de réseau de transfert à Chassagny). La réhabilitation concerne du réseau existant, les travaux peuvent être entrepris sans incidence sur les zones humides (reprise du réseau par l'intérieur).
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Seuls la création de bassins et de Filtres plantés de Roseaux peut engendrer la consommation d'espaces agricoles et naturels. Les opérations de création de FPR ne sont pas encore figées dans l'espace, le FPR traitement temps de pluie de la Côte à Mornant serait situé sur le site de l'ancienne STEP de Mornant, les FPR de Chassagny et de Grigny devrait pouvoir être placé en périphérie de terrains utilisés en dépôt, le FPR de Taluyers consommera de l'espace agricole ou naturel (position à figer).
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Certaines opérations sont localisées en zone d'aléa inondation, cependant les travaux ne seront pas réalisés en période de hautes eaux. La pluviométrie et le niveaux d'eau des cours d'eau concernés seront suivis préalablement et durant les périodes de chantier. Les opérations seront compatibles avec le règlement de zonage du PPRn1.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les opérations ont pour objet l'aménagement d'ouvrage et de réseaux eaux usées. Toutes précautions techniques seront prises afin que les opérations n'engendrent pas d'incidences sanitaires. Une opération est réalisée en périmètre de protection éloignée de captage AEP.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les opérations qui auront lieu sous voirie nécessiteront la déviation momentanée du trafic routier ou la réduction de voie.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Lors des travaux de pose de réseaux ou de réhabilitation une nuisance sonore sera présente lors de la manutention des engins de chantier. Les horaires de chantier sont fixés sur les heures ouvrables. Une information des riverains sera réalisée.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les opérations obligeront à ouvrir des regards d'assainissement eaux usées. Il est donc possible que lors de ces opérations des nuisances olfactives puissent avoir lieu, ces nuisances seront temporaires et très localisées aux zones de travaux.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les opérations de pose de réseaux nécessiteront la mise en œuvre d'engins de terrassement puis de compactages légers afin de refermer les tranchées, aussi ces opérations seront génératrices de vibrations momentanées et réduites dans le temps
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non, hormis eau de nappe potentiellement pompée dans les tranchées en cas de nappe haute (peu probable au regard du choix des périodes de travaux). Les rejets liquides seront renvoyés aux réseaux d'eaux usées pour ne pas affecter le milieu récepteur en phase travaux. En phase d'exploitation, les réseaux de collecte engendrent des rejets vers les milieux récepteur que sont le Merdenson d'Orlinénas, le Merdenson de Chaponost, le Garon, le Bourlian, le Jonan, le Mornantet, le Gier et le Rhône.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les opérations de mise en séparatif et de réhabilitation de réseaux peuvent engendrer des rejets d'eaux usées vers le milieu récepteur. Pour empêcher ce phénomène, des systèmes de by-pass sont installés (système de pompe permettant le pompage et le refoulement du débit récolté en amont des travaux et rejet plus en aval dans la canalisation de rejet). Toutes précautions seront prises dans le cahier des charges pour que les entreprises prennent en compte cet aspect, et prévoient la dérivation fonctionnelle des effluents.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les opérations de mise en séparatif et de réhabilitation peuvent engendrer : des Déchets inertes : excavation du déblai des fouilles, béton, bitume - leur stockage est provisoire sur chantier, et ils sont soit réutilisés si les matériaux le permettent, soit mis en décharge spécialisée. Des déchets industriels banals (chutes de plastique, chutes de bois, bouteilles, verre, papier, métaux ferrailles) sont transférés en benne DIB. Des déchets dangereux (bombes marquage au sol, pot de colle, pot de savon, chiffons souillés, peinture, amiante ciment) sont stockés temporairement sur chantier en benne puis envoyés en CET.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux sont temporaires n'engendrent pas de modifications du patrimoine architectural.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Le maître d'ouvrage est garant de la maîtrise des nuisances environnementales des opérations d'aménagement. Le dossier de consultation des entreprises intégrera les exigences environnementales spécifiques définies dans le présent dossier, notamment en termes de gestion des nuisances (sonores et visuelles), de protection des milieux aquatiques et de périodes de travaux. Ces exigences seront intégrées au cahier des charges techniques particulières.

Il est précisé sur demande de l'AE, qu'avant toute opération qui concerne la création d'ouvrage, un inventaire zone humide au titre de l'Arrêté du 1er/10/2009 sera réalisé en amont des AVP travaux, de telle sorte que les opérations "évitent" toute zone humide mise en évidence.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Les opérations n'ont pas vocation à engendrer des impacts sur le milieu naturel à proprement parler mais au contraire à réduire les impacts du système d'assainissement sur le milieu et les usages. La majorité des opérations ont lieu sous voirie ou en terrain privé.

L'impact est essentiellement lié au cadre même du projet à savoir la mise en conformité vis-à-vis des rejets des déversoirs d'orage sur le milieu récepteur. Cet impact sera évalué dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale (au titre du I.O.T.A Loi sur l'eau représenté par le système de collecte et d'assainissement).

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <input checked="" type="checkbox"/> non publié ;
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ; <input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ; <input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ; <input type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ; <input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets. <input type="checkbox"/>

N.B : Annexe 8.1.3 jointe comprend les éléments de l'annexe 8.1.5

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexes 8.2.1 et 8.2.2_Plan du réseau d'assainissement Annexe 8.2.3_Note en réponse au mail de l'AE du 9 juin 2017

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à BRIGNAIS

le, 26/06/2017

Signature



